

La Bessarabie / par Athanasiasade,...

Athanasiade. Auteur du texte. La Bessarabie / par Athanasiade,...
1878.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

Emile

LA

BESSARABIE

PAR

ATHANASIADE

Licencié en droit. — Ex-président du trib. Ilfov sect. commerciale. — Membre
fondateur de la société pour l'enseignement du Peuple roumain, et de la société éthno-
graphique Polyglotte de Milan.

Mai 1878.



BUCAREST

IMPRIMERIE ALEXANDRU A. GRECESCU

4, Place du Théâtre, 4

Z
PICOT
232

Manuscript 1100

LA

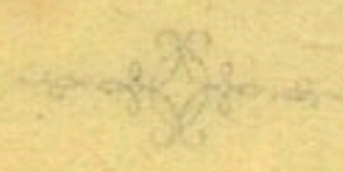
BESSARABIE

PAR

ATHANASIADE

Théâtre en trois actes. — Extrait de la collection des livres de la bibliothèque de la ville de Paris. — Bibliothèque de la ville de Paris. — Bibliothèque de la ville de Paris.

Mai 1878



BUCHARIST
IMPRIMERIE ALEXANDRE A. GREGOR
à Paris de l'Imprimerie

LA
BESSARABIE

PAR

ATHANASIADÉ

Licencié en droit. — Ex-président du trib. Ilfov sect. commerciale. — Membre
fondateur de la société pour l'enseignement du Peuple roumain, et de la société é
graphique Polyglotte de Milan.

Mai 1878.

8° Z Picot 232

BUCAREST
IMPRIMERIE ALEXANDRE A. GRECESCU
4, Place du Théâtre, 4

109

RESEARCH

ATHLETIC


THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF PHYSICS
CHICAGO, ILL.

1918

RESEARCH

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

CHICAGO, ILL.



BESSARABIE.

La Bessarabie c'est aujourd'hui le mot d'ordre de l'Europe, c'est le point essentiel qu'elle s'efforce de dénouer, sans rien altérer des parties qui le composent. Celui qui pourra réussir dans cette entreprise, sera à juste titre le Président de la diplomatie européenne.

Nous préparant à mettre au jour nos opinions sur la rétrocession de la Bessarabie, prétendue par les Russes, nous déclarons que notre travail est le résultat d'une lecture attentive de la brochure de Mr. N. Cretzulescu, célèbre déjà par ses sentiments *Slaves*.

La brochure en question est importante principalement, si l'on considère le courage des opinions qui y sont émises, attendu qu'elle soutient des idées *contraires à l'esprit et aux désirs du pays entier. De plus, c'est un défi porté à l'opinion publique, que de nous dire clairement, qu'il ne faut pas lui prêter attention, lorsque les intérêts du pays le réclament autrement.*

Mr. N. Cretzulescu n'a agi pourtant que très-bien ; c'est un devoir que d'exprimer ses pensées dans cette question nationale ; chacun en effet est tenu de défendre le foyer paternel. Tous nous devons veiller, afin de vaincre le mal envahisseur.

Le militaire prendra son fusil, son épée, et surveillera les effets du canon, le diplomate prendra sa plume, le faible

aura recours à sa voix, et tous unis, nous ne reculerons pas devant la contrainte, afin de pouvoir repousser les nuages épais, faisant place au serein, troublé déjà depuis plus d'un an !

Oui!... *c'était au commencement d'avril, 1877, que le front de l'Europe commença à se rider, et la diplomatie à ramasser ses portefeuilles, avec leurs plumes brisées et sans aucun succès, de la campagne entreprise à Stambul, pour faire place à la fureur des armes.*

La Russie, enivrée par l'odeur du sang, qui, avant le Conférence de Constantinople, coulait sur les côtes et les différents côteaux des Balkans, par l'effet des armes bulgare-turques, prend la résolution d'ajouter aux ruines des peuples tranquilles *antebellum*, et irrités maintenant par les intrigues russes, mises sous l'égide de la croix, pour y cacher les apparences d'avidité et d'ambition.

Il fallait donc de nouveau verser du sang ; le bruit des armes bulgares n'était qu'un prélude aux nouvelles misères, à *un nouvel et terrible carnage...*

Le sang versé au pied des Balkans devait s'étendre jusqu'aux bords du Danube, rougissant ses ondes, pour arriver avec son courant aux yeux de l'Europe impassible, qui, malgré toute sa vieille expérience, ne pouvait prévoir le résultat fatal de l'exhalaison du sang répandu, les malheurs provenus de tant de sépulcres de braves, de tant de ruines, de la stagnation de la civilisation, qui toutes constituent *la médaille méritoire de l'Europe dans son âge d'or...*

La grande Russie ne pouvait se passer, pour la réussite de son entreprise, de la petite Roumanie. — Les portes du chemin à Constantinople devaient être ouvertes par les vaillants Roumains, en sorte que la Roumanie, entraînée avec ou sans motif dans cette guerre, si elle a fait bien ou non de s'y engager, ce n'est pas cette question que nous voulons discuter ici. La Roumanie par un coup inattendu devient l'alliée du grand empire, l'élevant sur les hauteurs des Balkans, le dirigeant vers

Stambul, afin que de là il lui donne le coup mortel en récompense de ses services.

A peine le duc Nicolas est arrivé d'ici à San-Stephano, sans décharger un seul fusil dans toute son excursion, l'allié fidèle devient un tigre. — L'Infidélité cachée sous les apparences d'un cavalierisme distingué, ne pouvant plus feindre, montre enfin ses intentions séculaires, de devenir maître du Bosphore, de commencer son oeuvre par ses alliés, les Roumains, prenant une partie de leur pays, qu'ils s'étaient obligés de défendre, obligation écrite le 4 avril, qui effaçait toute trace d'une entente conclue à Livadia, concernant la rétrocession de la Bessarabie.

La prise de la Bessarabie était donc le prix du rachat de l'indemnité de guerre. Comme si les Russes avaient été en guerre avec les Roumains, ou qu'ils regardaient la Roumanie comme une province turque; ils prennent cette partie du pays roumain, pareils à un ennemi. Dans ce cas donc nous n'avons pu être considérés comme belligérants. Pourquoi donc a-t-on conclu la convention d'Avril, 1877, avec nous? Comment, alliés jusqu'à la prise de Plevna, et puis belligérants?... Il paraît que de tels principes entrent dans la pratique de la politique russe, bonne pour une culture qui n'avance que par bonds, mais nullement pour des innovations à introduire dans le droit public européen.

Ainsi cette partie du territoire roumain, annexée en 1856 à la Moldavie par le Congrès de Paris, comme une terre naturelle et nationale des Roumains, la Russie, nous la prétend, malgré ses déclarations qu'elle ne faisait point une guerre de conquêtes, non obstant les conventions écrites et signées au nom du grand chancelier du dix-neuvième siècle, nonobstant ses affirmations devant Dieu et l'Europe, qu'on ne combat que pour la liberté des peuples opprimés, bien que la Roumanie ne fût pas la guerre avec la Russie, et par conséquent celle-ci ne pût lui rien enlever, bien que les Roumains eussent été vainqueurs et frères des Russes, les laissant s'abriter eux-seuls à l'ombre des cyprès, des oliviers et des orangers; cependant le traité de

1856 dut s'annuler sous ces cyprès ; car c'est par lui que la Russie avait perdu la Bessarabie, dont elle avait un besoin sensible.

Après ces considérations, nous allons rechercher si c'est juste, s'il est équitable, si la conduite du grand empire est logique, si cette conduite vis-à-vis la Roumanie et l'Europe, qui nous a donné elle-même la Bessarabie, décèle une politique assez irréprochable.

Faisant mention de la justice et de l'équité, je sais qu'on nous parlera de la pratique politique ; on nous dira que la justice et l'équité sont au nombre des sentiments qui conviennent mieux aux femmes ; toutefois, comme nous sommes persuadés que ce n'est qu'un système, dont un fait usage, lorsqu'il s'agit de commettre des actes que l'honnêteté condamne, nous les prenons en considération, attendu qu'ils sont le fondement, sur lequel reposent en général et doivent reposer les actions humaines.

La morale et l'honnêteté ont reprouvé et reprouvent toujours une conduite qui ne tend qu'à satisfaire aux intérêts propres.

Et ce n'est pas seulement la morale qui plaide en faveur de la Roumanie. L'histoire tient aussi sa part dans ce développement. L'histoire c'est le miroir, où se reflète l'origine des choses humaines, et dans cette histoire nous lisons l'origine de la Bessarabie depuis les siècles les plus reculés comme purement roumaine.

L'histoire donc nous montre que les Russes n'ont pas et n'auront jamais le droit à la rétrocession de la Bessarabie.

L'Europe donc, en 1856, quelles que fussent ses vues touchant la cession de cette contrée aux Roumains, n'a fait qu'un acte de haute justice.

En parlant de l'histoire relative à la question qui nous occupe, nous allons nous servir de quelques documents publiés dans le journal *Timpul* de Bucarest, par lesquels est établi d'une manière indubitable et sans controverse la propriété de la Moldavie sur la Bessarabie.

Tous les Russes, parlant de Bessarabie, déclarent ouvertement qu'elle a été prise par les armes des Tartares, qui habitaient en ces en droits sous leurs tentes ; toutefois ces historiens manquent en général d'indiquer une date historique de cet événement.

De semblables assertions nous trouvons dans le journal *le Nord*, dans une lettre d'un Russe, en réponse à une lettre de Mr. le colonel V. Alexandri au prince Gortchacoff.

Nous toutefois, commençant d'une époque antérieure même au quatorzième siècle, nous trouvons la possession continuelle et sans interruption des Roumains sur la Bessarabie jusqu'en 1812.

Les Russes d'aujourd'hui prétendent néanmoins qu'un certain Rumianzoff serait celui qui a conquis la Bessarabie des Tartares, peuple nomade, et c'est toujours ce Rumianzoff, que l'histoire nous montre comme unissant la Bessarabie à la Moldavie, Giurgevo et Braïla à la Roumanie. Le même Rumianzoff approuve que le métropolitain de la Moldavie rattachât, comme c'était des temps anciens, la Bessarabie à l'éparchie de Hussi, le Hotin à celle de Rădăuți, Giurgevo et Braïla à celle de Râmnicu.

Nous verrons plus loin ce que c'était que cette annexion. Toutefois dès à présent il est visible que ce Rumianzoff, auquel ses compatriotes d'aujourd'hui attribuent la conquête de la Bessarabie, des Tartares, unissait alors cette contrée à la Moldavie. Comment donc la Bessarabie appartient elle à la Russie ?

Dans les documents publiés par le journal *Timpul*, qui à juste raison peuvent être appelés les actes de propriété de la Bessarabie, nous trouvons que le nom même de *Bessarabie* date d'une époque très-reculée.

Ainsi vers l'an 1503 un Turc, nommé *Fazal-Ulah-Rasid*, selon l'ordre de son Sultan, *Mahomet-Gazon-Khan*, compose un document, dans lequel il est attesté que vers 1240 la Bessarabie appartenait à la Moldavie. Le turc Rasid s'exprime comme il suit :

« Au printemps de l'an 1240 les princes Mongols passèrent

les montagnes de Gallicie, pour entrer dans le pays des Bulgares et des Hongrois.

«L'horde qui allait à la droite, après avoir passé dans le pays de l'Aluta, *Basara-ban*, vint à sa rencontre; mais Cedan et Buri allèrent contre les Saxons, et les vainquirent dans trois batailles.

Bugiac, passant dans le pays des Saxons, après avoir franchi les montagnes, envahit le pays de Kara-Ulaghi, mettant en déroute les peuples *Ulaghiques*.¹⁾

Les princes Tartares vainquirent donc Kara-Ulaghi, c'est-à-dire les *Noirs-Valaques* (Kara-Ifaks Μαύρο-Βλάχος), et à la rencontre de l'un de ces princes Tartares sortit une armée commandée par un Bassarab-ban.

«Vers 1259 les Tartares, ayant subjugués les *Basarabeni*, les Lithuaniens, les Ruthènes et autres nations, prirent la cité *Sandomir*.

Le roi magyare, Charles Robert, par un document de 1332 raconte la défaite que Bassarab, fils de Tagomir, lui fit subir en Roumanie.²⁾

Ce Tagomir Bassarab vivait vers l'an 1300. Il eut un fils nommé Alexandre, qui vécut jusqu'en 1360.

De cet Alexandre naquit *Vladislav* et *Radu-Negru*; celui-ci eut deux fils: *Dan* et *Mircea le Grand* (1418).

C'est ainsi que depuis Tagomir jusqu'à la fin du règne de Mircea, le pays roumain possédait le territoire le plus étendu. Il comprenait: l'*Oltenia*, — la grande-*Valachie*, — les duchés de *Fagarași* et de l'*Omlași*, d'*Ardeal*, une grande partie de la *Bulgarie*, la *Dobrogea* avec la cité de *Silistrie*, la *Chilia* avec les bouches du *Danube* et du pays tartare.

Voilà ce que c'étaient que les Roumains en 1418, date où l'histoire ne fait pas encore mention des Russes

¹⁾ D'Ohsson, Hist. des Mongols t. 1 p 35.

²⁾ Annales Polonorum vetustiores Ecrites entre les ans 1248—1282, publiées par Somesbery.

A cette époque la Valachie entière, avec toutes ses possessions, était appelée dans tous les documents, écrits en latin, des Princes, dans les bulles des Papes, dans divers autres écrits, du titre de *Bessarabie*. Dans cette partie de la Bessarabie entre aussi la Bessarabie que les Russes nous prétendent, comme conquise par Rumianzoff de certains Tartares, qui demeuraient sous des tentes en ses endroits.

Tandis que les Roumains avaient ces possessions, les Moldaves tenaient à leur tour le *Hotin* jusqu'à la *Cité-Blanche* (*Cetatea-Albă*)... Puis entre les ans 1465—1475 Etienne le Grand, prenant de Valachie les contrées du Sud, en tant qu'elles appartenaient aux Bassarabes, entre le Pruth et le Dniester, ces contrées ne cessèrent pas de porter le nom de la dynastie qui les avait conquises *ab initio*, le nom des *Bassarabes*. Voici encore les limites de la Bessarabie, extraites des documents du journal *Timpul*.

«Traçant une ligne diagonale depuis le Dniester, de Bender jusqu'à l'extrémité du lac Jalpug à Bolgrad, vous en avez un côté.

«De Bolgrad à Reni, vous avez le deuxième côté.

«De Reni sur le Danube, en haut jusqu'à Chilia, le troisième côté.

«Prenant ensuite le littoral de la Mer Noire jusqu'à Cetatea-Albă, à l'embouchure du Dniester, le quatrième côté.

«En montant le Dniester, de la Cetatea-Albă, jusqu'à Bender, le cinquième côté.

Il n'y a que l'espace compris entre ces cinq lignes, qui s'appelait Bessarabie. Tout ce qui est au-dessus, n'est que la pure Moldavie. Le territoire compris entre ces cinq lignes était divisé en quatre contrées :

Bucégul, *Cetatea-Albă*, *Chilia* et *Ismail*. Il n'y a eu des Tartares que dans le Bucégul, et ici même avec le consentement du prince de la Moldavie.

Telle est la situation et la possession de la Bessarabie au 14-ème siècle. Continuant avec les recherches historiques, nous

trouvons au 15-ème siècle, comme témoins, des hommes qui ont vécu dans l'époque même, et qui ont parlé avec Alexandre le Bon et ses fils, Hélié et Etienne le Grand. Des témoignages et des actions de ces hommes, rapportés par les historiens, il devient manifeste que la Bessarabie au 14-ème siècle faisait partie intégrante de la Valachie, et au 15-ème de la Moldavie, jusqu'à sa prise par les Russes en 1812.

A l'entrée du Sultan Mahomet en Roumanie contre le prince Vlad-Tzepeș, il y avait parmi ses soldats un serbe, nommé Constantin Michalovitz d'Ostrovitza. Ce Serbe raconte que toutes les fois que les Roumains combattaient contre quelqu'un, s'ils étaient même vainqueurs, ils perdaient toujours ; c'est pourquoi les Turcs conseillaient toujours à leurs Sultans de ne pas faire la guerre avec les Roumains, car cela ne leur serait d'aucun profit, et ce n'était que pour faire périr inutilement un certain nombre de Turcs. Le Sultan néanmoins leur répondait: Jusqu'à ce que les Roumains sont en possession de Chilia et de Cetatea-Albă, et les Hongrois du Belgrad serbe, jusqu'alors nous ne pourrons vaincre les Chrétiens.¹⁾

En 1407 à Sucéva régnait Alexandre-Vodă le Bon ; à cette époque il donna un ordre écrit, *que les marchands polonais devaient payer des droits de douane à Bender et à Cetatea-Albă.*

Sous ce même prince, en 1420, l'archidiacre russe, Zossim, passe par Ackermann et raconte ce qui suit :

Voulant passer le Dniester, j'ai dû payer un certain impôt, afin de pouvoir passer, lequel impôt les Moldaves le partageaient avec les Lithuaniens, quand ils réglaient leurs comptes. Zossim, l'archidiacre, resta quinze jours à Ackermann, et de là il partit, s'embarquant, près de l'embouchure du Dniester, sur un vaisseau pour les lieux saints. Un an plus tard, un autre voyageur arrive, le chevalier Gilbert de Lonnoy, ambassadeur de deux rois de l'Occident.

Ce chevalier passe aussi quelque temps dans la *Cetatea-Albă*,

¹⁾ Sbiór pisoszów polskish. Sec. t. 2. 5. Warszawa 1828.

où régnait le prince Alexandre le Bon, qu'il a connu personnellement.¹⁾ Le chevalier déclare que les Moldaves de la Cetatea-Albă sont extrêmement bien administrés; car, voyageant seul près du Dniester, il a été volé. La police de la ville, apprenant cela, au bout de quelques jours se saisit des malfaiteurs, et les amena liés. Le chevalier dédommagé, pria le prince de leur en pardonner, car il avait reçu son argent.

A la même époque Alexandre le Bon donne un ordre dans la Cetatea-Albă, concernant les marchands polonais, qui apportaient des draps de Lemberg, ceux de Braïla du poisson, ceux de Podolie des chevaux et du bétail blanc, et prenaient de Cetatea-Albă des étoffes brodées de fils en or, des soieries et des vins grecs.

Après la mort de ce prince restent ses fils, Hélié et Etienne le Grand, qui partagent le pays de leur père par l'intermédiaire du roi de la Pologne, de la manière suivante :

«Hélié prit le région du Dniester, du Hotin, — Sucéva, — Iassy, — Hussi - Tecuci.

«Etienne prit Cetatea-Albă, — Tigina, — Bender et Chilia.»

Dorénavant Etienne le Grand défendit continuellement ces contrées jusqu'à l'an de sa mort, 1504, contre tous les envahissements, et surtout contre les Turcs, qui, comme nous l'avons vu plus haut, avaient grande envie de mettre la main sur Chilia et Cetatea-Albă, afin de pouvoir battre les Chrétiens. C'était le même désir que celui des Russes d'aujourd'hui, de se rendre maîtres de la Bessarabie roumaine, pour vaincre les païens.

Sous son règne Etienne le Grand envoie un architecte grec, nommé Théodore, à Cetatea-Albă, pour y construire une tour nouvelle, et un nouveau mur aux remparts, vérité qui existe aujourd'hui même, écrite sur les murs de la ville.

Vers l'an 1640 le prince Vasile Lupu bâtit une église à Chilia.

¹⁾ Matei Strykowski. Chronique Polonaise, Lithuanienne, imprimée à Koenigsberg en 1528.

En 1641 les moines du couvent Caracal du Sacre-Mont, demandent à Ionichiu, archevêque de Constantinople, la permission de réparer une église d'Ismail, *qui était trop vieille*. Jusqu'en 1794 à Dubasieri, au-delà du Dniester, existait une imprimerie roumaine, et l'on y faisait imprimer des livres d'église.

Eh bien ! si les Tartares de Rumianzoff occupaient ces lieux, quel besoin avaient-ils d'églises et de l'impression des livres roumains. De même, quel besoin avaient-ils, ces habitants, d'étoffes en soie brodées de fils d'or ; s'ils vivaient dans des tantes, n'ayant ni l'idée, ni les moyens de se construire des maisons ? Si ce n'étaient que des sauvages nomades, ils n'avaient pas le moindre besoin de broderies en or, ni d'imprimerie. Ces sauvages donc en ces contrées ne sont que de pures inventions de la politique russe, pour soutenir ses moyens de conquête.

Ainsi se passèrent toute cette somme d'années, qui composent dix-sept siècles, sans que la Russie eût aucun droit sur cette partie du pays de la Moldavie et de la Roumanie, sans avoir même le moindre contact avec cette contrée, contact qui ne fut produit que par le 18-ème siècle.

En 1711, aux 15 d'avril nous trouvons Démètre Cantemir, prince de Moldavie, signant à Lack un traité avec Pierre le Grand de la Russie, par lequel ce dernier s'oblige à restituer à la Moldavie ses vieilles limites, troublées par les Turcs, qui, après la mort d'Etienne le Grand, étaient devenus très-embarrassants pour le pays.

Le 14 avril, la même année, Cantemir publie une proclamation ; il y déclarait que Pierre s'obligeait à restituer à la Moldavie les parties envahies par les Turcs, tandis que de son côté il devait tenir à ses propres frais une armée de 10,000 Moldaves.

Ce fut la première occasion favorable à la Russie de semer son influence parmi les Chrétiens de l'Orient, influence rendue plus forte encore par le traité conclu avec les Turcs à Constantinople, l'an 1728.

En 1769 la Russie déclarait la guerre aux Turcs et les Galiciens occupaient le Hotin.

En février, 1770, l'aristocratie moldave et roumaine prêtent serment de fidélité à Catherine.

En 1771 le maréchal Anountsidoff établit un gouvernement provisoire dans chaque principauté, et Catherine désire l'union des principautés sous un roi, qui serait Stanislas Auguste Poniatowsky.

En 1772, au Congrès de Focsiani, la Russie demande que les principautés soient déclarées indépendantes, sous la garantie de plusieurs puissances européennes.

En 1774 la paix de Cuciuc-Cainardgi est conclue. Par elle on établit que les principautés reprennent le territoire, injustement conquis par les Turcs, aux alentours de Hotin-Bender, Ackerman, Chilia et Braïla.

Dans cet intervalle nous trouvons enfin aussi le grand conquérant Rumianzoff. Ce conquérant trouva, dit-on, ici, au lieu de Moldaves et de Roumains, quelques Tartares sous leurs tentes, dont il conquis le pays. Ce Rumianzoff consent enfin que l'église épiscopale de Proilob soit démolie, et donne toute la Bessarabie jusqu'à Bender à l'éparchie de Hussi, à laquelle elle appartenait autrefois, et Braïla à l'éparchie de Buseu. Ce fait eut lieu entre les ans 1769 et 1774. En cet intervalle Gabriel, métropolitain de Moldavie, de concert avec Grégoire, métropolitain de l'Ongro-Valachie, détruit la Proilobie, réintégrant les vieilles éparchies sur le modèle indiqué plus haut.

Après que les métropolitains roumains eurent mis en pratique ce partage, ils en reçurent l'approbation de Rumianzoff par une lettre en langue russe et roumaine en date de 25 avril, 1773.

Que cherchait-il donc, le métropolitain Moldave, en Bessarabie, si elle était russe? Comment des métropolitains Moldaves et Ongro-Valaques pouvaient-ils disposer des éparchies de Bessarabie, si celle-ci était russe? Comment Rumianzoff

consent-il que les Roumains et les Moldaves disposent du pays conquis par lui, si c'était vraiment un pays russe ?

De cet exposé l'histoire, poursuivant pas à pas la vérité, constate en toute clarté, que des siècles les plus reculés il existait une continuité de possession et de propriété des Roumains et des Moldaves sur la Bessarabie.

Nous passons au siècle dernier, les faits étant très-rapprochés de nous, produits de l'an 1812 et de Napoléon I ; la trahison de Mourouzi est aussi très-récente. On sait encore d'une manière générale que c'est l'époque, où le coup mortel a été donné pour la première fois à la Bessarabie. C'est maintenant que naissent pour la Russie des droits sur cette contrée ; car en 1812 cette partie de notre pays est détachée de sa soeur, devenant propriété russe, et restant en cette qualité jusqu'en 1856, époque où une partie dut s'en détacher, pour être remise à ses légitimes propriétaires, restant que les circonstances, la patience et la prudence des Roumains fissent qu'elle leur fût restituée entière, comme elle l'était avant la fatale date de 1812.

Nous nous arrêtons ici avec les arguments historiques, qui n'admettent ni les préjugés de sentiment, ni la pratique même politique. Les preuves fournies par l'histoire, par la puissance incontestable et impérissable, qui n'est accordée qu'aux chiffres, nous montrent des époques, où la Bessarabie a été continuellement roumaine ou moldave, et jamais russe.

Je sais et je vois chaque jour que, pour la diplomatie russe, ces documents historiques sont des effets sans importance, propres à remplir seulement un vide dans les armoirs des archives, Il y a pourtant des occasions, où cette espèce de banalités reviennent à la vie, et acquièrent tant de force, qu'elles peuvent capturer la diplomatie la plus habile, détruisant les oppresseurs.

Toute chose au monde peut être changée et tournée selon l'intérêt de la cause ; l'histoire néanmoins reste toujours fidèle gardienne de la vérité, et la vérité, quand elle est même le plus opprimée, ressort plus puissante, et triomphe de tout ce qui tient à l'obscurcir.

C'est la force prouvante de l'histoire, et elle tend une main protectrice à la Roumanie, contre toute usurpation.

Nous arrêtant ici avec l'histoire, passons à une autre série d'arguments. Dans cette seconde partie nous voulons nous occuper des preuves invoquées par le diplomate russe en présence de Mr. Alexandri.

Ici nous ne rencontrons que du platonisme et de la pratique politique.

Nous laisserons de côté, dit la pratique politique, les grandes idées de nationalité, qui tiennent plutôt de la région des sentiments, que de celle de la politique.

Peut-on toutefois renoncer si facilement à l'idée des nationalités ? L'Allemagne et l'Italie, ces états purement civilisés, et dont la Russie prend encore des modèles, afin de pouvoir entrer dans le concert de la civilisation véritable, ces états, tout récemment, n'ont-ils pas donné à la Russie des exemples contraires à la théorie qu'elle soutient aujourd'hui ? Au lieu de conseiller aux autres des idées impossibles, pourquoi la Russie ne renonce-t-elle pas à l'idée de nationalité, elle qui emploie tous les moyens pour arriver au panslavisme.

Qu'elle ne prenne pas l'exemple ni de l'Allemagne, ni de l'Italie, ni des Roumains, reprochant que personne n'a prétexté contre ceux-ci, les laissant réaliser leur union, quand ils ont trouvé le moment favorable. En effet, ni l'Allemagne, ni l'Italie n'ont fait l'union qu'au sein des peuples qui leur étaient homogènes. Les Roumains ne font que défendre leur bien, afin qu'il ne devienne pas la proie des avides et des injustes.

La Russie trouve des obstacles, attendu que son action n'est ni celle de l'Allemagne, ni celle de l'Italie ; elle prétend la Bessarabie, qui ne lui ressemble en rien, et qui n'a jamais été russe.

L'Allemagne et l'Italie exercent une action de justice et de civilisation ; la Russie tend à une usurpation, qui trouvera toujours une résistance obstinée dans le droit de l'Europe civilisée.

Défendant le panslavisme par l'appel aux actes de l'Alle-

magne et de l'Italie, arrivées à l'unité, quelle autre voie les pratiques diplomates russes ont-ils pris, que celle du sentimentalisme, pour trapper les sensibilités de ceux, qu'elle croit lui faire obstacle dans la réussite de son rêve d'or. C'est une chose que la pratique politique reconnaît elle-même, car elle abandonne immédiatement le terrain, déclarant qu'il appartient à la philosophie et à la poésie, ne voulant suivre les traces des aigles, de peur de ne pas rester suspendu, avant de pouvoir réaliser sa pratique politique?

Mais, hormis la philosophie et le vol des aigles, nous ne trouvons rien que des assertions, qui attribuent aux Russes des luttes continuelles avec de grands sacrifices pendant deux siècles, pour conquérir ces contrées des Turcs. Toutefois on ne peut prouver ces assertions.

Soutenant ces sacrifices de deux siècles imaginaires, c'est une preuve que la Russie ne veut pas reconnaître l'histoire de ces siècles, ou bien que, appuyée sur sa force, elle prend la maxime que l'intention excuse le moyens. La force peut détruire la justice, jamais elle ne détruit la vérité. La vérité vivra, tant que le monde vivra, pour dire à la force, que la nature est contredite, *lorsque cette force cherche à contraindre la voix de la justice.*

Si en 1812 nous avons eu le malheur de perdre notre bien, comme peuple, il nous est resté cependant le droit de réclamer : *les droits des peuples dans la politique son imprescriptibles.*

Si la Russie s'est toujours arrêtée, dans l'achèvement de son ouvrage, devant un obstacle européen, ce n'est pas à cause de la jalousie que cet obstacle existe, comme la presse russe le soutient, mais à cause de l'avidité de conquêtes, et du mépris que cet empire montre pour les actes de 1856.

On impute aux Roumains le manque de reconnaissance, parce qu'ils doivent aux armes russes l'existence de leur autonomie, et que la Bessarabie n'est pas donnée aux Moldaves pour l'apparence, mais seulement dans le but d'éloigner la Rus-

sie du Danube ; que la Bessarabie a été rendue à la Moldavie, parce que les Russes sont voisins de cette contrée, annexion que la Russie a acceptée volontiers ; car elle la considérait comme une affaire entre des parents, habituée, comme elle l'était, à regarder la Moldavie comme sa propre fille.

Ce point la pratique politique le déclare comme essentiel, et attire sur lui l'attention de l'Europe.

Outre l'essentiel que ce point puisse contenir, voyons s'il est assez sérieux.

D'abord les Roumains ont toujours existé par leurs propres forces. C'est l'histoire qui nous le dit, et non pas la politique. Ensuite, si la diplomatie invoque notre reconnaissance pour eux, de quelle région tient-elle cette reconnaissance ? Pourquoi, lorsque nous l'invoquons, elle fait partie du sentimentalisme, et, si les Russes s'y rapportent, elle ne serait pas toujours du sentiment ?

Maintenant, qu'on s'est recueilli, on demande de la reconnaissance ; pourquoi les Roumains n'auront-ils pas le droit de demander reconnaissance pour les sacrifices immenses qu'ils ont faits, sacrifices que la modestie nous empêche de nommer, mais que l'Europe a cueillis des ruines de Plevna ?

La Russie, vaincue à Sebastopol, n'a pu se relever qu'après un quart de siècle ; la défaite de Plevna, s'ils étaient laissés au sort de leurs armes, leur aurait ajouté au moins encore 25 ans, et c'est ainsi qu'ils auraient eu un sommeil paisible et tranquille d'un demi-siècle, sans qu'on puisse rien savoir de la grande Russie, malgré la vaste étendue de l'empire et les 80 millions d'habitants.

Pourquoi la Russie ne reconnaît-elle la vaillance des Roumains et leurs droits, que seulement sur le champ du danger, sur le champ de la guerre, comme le grand monarque l'avoue lui-même, quand il dit que chez les Roumains on ne doit pas rechercher le nombre, mais la valeur. Pourquoi donc ce franc et noble témoignage n'est-il pas reconnu aussi par les diplomates russes ?

Les Roumains savent quand ils doivent être reconnaissants, ils ne sont pas dépourvus de ces nobles sentiments, auxquels, malgré elle, la pratique politique fait appel. Les Roumains, après avoir chassé les Phanariotes de leur pays, ont reçu de grands services de l'Europe, et à celle-ci ils seront toujours reconnaissants; jamais particulièrement à la Russie.

Si la Bessarabie a été prise à la Russie en 1856 simplement par la raison d'éloigner l'empire du Danube, sans doute l'Europe entière a eu en cela ses raisons politiques, raisons qui aujourd'hui sont justifiées par la tendance de la reprendre à tout prix; car, comme nous le verrons plus loin, on ne veut faire qu'une question morale de cette rétrocession, c'est-à-dire celle d'effacer la honte de 56 et de satisfaire à la mémoire de l'empereur Nicolas, offensée par la guerre de Crimée.

La guerre actuelle a prouvé que la Bessarabie est pour l'empire Russe le chemin vers l'Orient, comme dans le passé elle a été le point de passage de l'Orient en Occident.

Si cette Bessarabie a été donnée à la Moldavie, parce qu'elle était voisine de ce territoire, c'est un motif inoffensif; c'est assez que l'Europe a fait par cela un acte de haute justice, la restituant à ses propriétaires légitimes, l'Europe aura sans doute toujours un titre méritoire à la reconnaissance des Roumains.

Que la politique de la Russie ne dise pas qu'elle a consenti à cette annexion; car, habitués à regarder les Moldaves comme leurs fils, les Russes considéraient l'affaire comme faite en famille.

Il n'est point exact que la Russie se prêtait de bonne grâce à cette restitution, témoin la résistance qu'elle y met aujourd'hui, et l'emploi de tant de moyens injustes pour la reprendre.

La Russie n'a donné aucun consentement; sa signature, nous le voyons aujourd'hui par ce qui se passe dans cette question, était mise par la volonté de l'Europe, après la défaite des Russes en 854, qui donnaient tout à quiconque leur demandait, pour échapper seulement au désastre, chose que la Turquie fait aujourd'hui vis-à-vis son adversaire.

Il est possible qu'il ait plu aux Russes et qu'il leur plaise aujourd'hui même, comme nous le croyons, à regarder la Moldavie comme leur fille favorite; néanmoins la parenté de ces deux nations n'aura jamais sa réalité. Ce sont des incompatibilités si variées et si multiples, le *Latinisme* et le *Slavisme*, qu'elles font impossible la noble aspiration des Russes; car il est noble de s'unir à ce qui est noble, comme ceci a lieu à l'égard de la nation latine, à laquelle appartient la Moldavie.

L'Europe donc entière, excepté la Russie, dans la restitution de la Bessarabie aux Moldaves, a fait l'ouvrage que la civilisation moderne réclame, celui de reconnaître la justice où elle se trouve, et, si quelqu'un en Europe a travaillé comme un parent, *c'est la France seule qui mérite ce titre*. La France donc seule travaillait pour sa petite soeur, et jamais la Russie.

La Russie a cédé à ses vainqueurs, et nous nous trouvons dans une toute autre position relativement à la Russie, qu'elle ne se trouvait alors en présence de l'Europe. La Russie ne peut exercer vis-à-vis de nous, les Roumains, aucune espèce de violence, sans le péril de tomber en contradiction avec l'Europe, qui nous tend sa main bienveillante, et qui est tenue en même temps de défendre son oeuvre de 856, qui ne peut être détruite que par ceux toujours, qui l'ont faite.

Quant à l'idée qu'il est impossible d'éloigner la Russie du Danube (en lui prenant la Bessarabie), lorsqu'une grande nation (la Russie) a son honneur et ses intérêts engagés, ce n'est que le résultat de l'orgueil d'un peuple enivré des succès de ses armes, bien qu'elles ne soient pas encore arrivées au dénoûment de l'entreprise.

Si la Russie est capable aujourd'hui de tenir ce langage, qu'elle le dise sur son honneur, qui est-ce qui lui a donné ce langage et ce courage?

Parlait-elle de même après la défaite subie à Plevna. Peut-elle nier, sans en rougir, les prières qu'elle faisait aux Roumains, tout petits en rapport avec la Russie, de venir à son secours?

La Russie croit-elle que tout est fait aujourd'hui, qu'elle n'a plus de Plevna à rencontrer dans la carrière épineuse où elle s'est engagée ?

Pourra-t-elle seule sortir de l'embarras, où elle a été mise par le diplomate octogenaire, quand elle a aujourd'hui devant elle un ennemi puissant, non pas comme le gazi Osman, quand elle a l'indignation et la révolte de l'Europe entière, et pour ceux qui savent lire parmi les lignes des écrits diplomatiques, l'indifférent prince de Bismarck lui-même, et de plus ceux mêmes pour le salut desquels elle prétend lutter, par exemple la demande des Serbes d'être annexés à l'Autriche, les révoltes des musulmans opprimés par la justice de la Russie, et les désordres qui se font jour dans ses propres pays.

Pourquoi, si la Russie est si puissante, ne laisse-t-elle pas libre cours à ses forces invincibles, qu'elle détruise les obstacles qui, à toute occasion favorable, s'opposent à la réussite de ses projets ?

Pourquoi, si elle est si puissante, aujourd'hui elle reste arrêtée par le vol de l'aigle roumaine, n'étant pas plus heureuse à San-Stephano où elle a arrêté ses triomphes, qu'à Plevna en février passé ?

Il aurait fallu que la presse russe nous eût dispensés *de dire ces âpres vérités*. Nous savons que parmi ceux qui ne sont pas dans la cause, nous serons taxés d'immodestie, mais nous leur disons d'avance, que *ce n'est pas ici un manque de modestie, c'est l'accent de la douleur, que ressent la proie tombée sous la griffe d'un carnivore*.

Vous désirez la Bessarabie, parce que vous voulez vous approcher du Danube, et parce que vous voulez la prendre de force ; car chez les Russes ce sont les 80 millions qui le désirent, et chez les Roumains il n'y a que cinq millions, déduisant d'ici le principe constitutionnel, qui nous régit, celui de la majorité ?

Mais qui est-ce qui ne peut voir et comprendre, que cette majorité n'est pas ce principe sacré des constitutions. C'est le

principe de la force qui prime le droit, et qui s'adapte si bien à toute la vie passée de la Russie, pour arriver où l'on en est aujourd'hui.

Vous avez la force devant la Roumanie, mais que cette sollicitude ne vous remplisse pas d'illusions perdues; car vous n'avez pas la force devant l'Europe, qui en majorité vous est ennemie!..

Vous voulez la Bessarabie, parce que le traité de Paris, en vertu duquel la Moldavie la tenait, est rompu par la Moldavie elle-même, par son union à la Roumanie, et pris ensemble par le choix d'un prince étranger.

Voyons cependant si, en ce point aussi, la pratique politique est-elle plus sérieuse?

L'acte de l'union et du choix d'un prince étranger c'est une vérité, mais n'oublions pas qu'il est aussi vrai, que ces actes ont été confirmés par la signature des puissances, qui ont fait le Traité de Paris sans aucune abstention et sans protester.

Si la Russie, qui impute aux Roumains d'avoir rompu le prudent acte de l'Europe, de 1856, n'a pas protesté, n'a pas refusé de le reconnaître, pourquoi, à peu près la première après la France, elle a approuvé et a trouvé sages les actes de la Moldavie et de la Roumanie entière? Elle les a reçus, croyant le traité rompu, pour pouvoir, à l'occasion le déchirer mieux?

Avec leur diplomatie même on peut répondre qu'ils se trompent, que le traité n'est pas rompu; il est seulement modifié ou rectifié par le consentement de toutes les puissances, par lesquelles il a été fait; c'est la même chose que l'Europe veut faire aussi avec l'acte de San-Stephano.

Puis, si le traité était rompu et la Roumanie en conséquence de cet acte, n'était plus un Etat autonome et indépendant, en d'autres mots, si vous la regardiez comme une province turque, pourquoi avez-vous consenti à signer la convention d'avril 877, surtout que l'armée russe, à cette date, était déjà entrée dans le pays?..

Comment le grand monarque a-t-il souffert que, tandis qu'il était à Bucarest, on proclamât l'indépendance de la Roumanie, et

on détachât le pays de tous ses liens séculaires avec la Turquie ? Comment l'empereur accepte-t-il à décorer sa poitrine et celle de ses frères d'armes, de l'ordre de l'*Etoile de la Roumanie* et de la *Vertu militaire*, donné par un souverain sorti par la rupture d'un traité, que plusieurs puissances avaient signé, et du nombre desquelles la Russie était aussi !....

Ne sait-il pas, le grand monarque de la Russie, comment on appelle en droit public, oeuvre de la diplomatie, un Etat qui a le droit de faire des conventions avec d'autres Etats, principalement avec un Etat de premier ordre, comme l'empire russe, qui a le droit de battre sa monnaie, de donner des décorations etc., comme le fait notre Etat ? Pourquoi a-t-on accepté tout ceci, si l'on nous regardait comme un Etat irrégulier ?

Toutes ces vérités seront, nous le croyons, reconnues par la presse et par la pratique de la politique, comme n'entrant point dans la sphère des sentiments et de la philosophie ; mais se trouvant en entier dans la région de la pratique politique. Ainsi donc il est suffisamment démontré que, sur le terrain politique même, la justice et la vraie politique sont avec nous.

Le motif de la rupture du traité de Paris par la Moldavie est donc, on le voit de loin, le résultat d'une main décidée à faire le mat même au prix des excès.

Les conseils qu'on nous donne de la pratique politique, que nous Roumains, il ne faut pas nous détacher du monde chrétien de l'Orient, défendu par l'égide Russe, de ce monde qui depuis tant de temps gémit sous le joug Païen, seraient très-utiles peut-être une autre fois. Aujourd'hui ce Paradis perdu, dans lequel la Russie veut établir ses fidèles, n'a pas de place pour les Roumains, bien qu'auparavant les Roumains eussent assez d'exemples pour refuser toute promesse de cet empire.

Aujourd'hui, je le dis, le masque est tombé, la vanité russe est évidente et bien comprise dans toute la Roumanie, depuis l'archevêque jusqu'au paysan, et les conseils de la diplomatie Russe ne peuvent avoir un autre effet parmi les Roumains.

Et ce n'est point une politique d'égoïsme, qui conduit au-

jourd'hui les Roumains dans leur ferme résolution de repousser jusqu'au dernier les attaques et les spoliations Russes ; c'est purement la politique d'intérêt, la vraie politique pratique.

Si nous ne sommes pas entrés du commencement dans cette voie, la cause en a été, je l'imagine, qu'on avait réussi jusqu'à un certain point à dissimuler la délivrance des peuples opprimés.

L'intérêt qui nous conduit à une politique, qui ne s'accorde point avec celle de la Russie, c'est de pouvoir garder notre rôle, celui que l'avenir nous prépare en Orient, et que la jalousie des Russes ne perd pas de vue d'avouer, disant que nous avons le rôle d'*Instituteurs des peuples* en Orient. C'est précisément pour nous réserver ce rôle, et la continuité des aptitudes que la presse Russe constate, c'est pourquoi, je le dis, nous voulons rester loin de la Russie. Nous allons démontrer aussi, avec les actes mêmes des citoyens Russes, cette vérité. Si nous, Roumains, nous jouissons du libre développement de ces aptitudes civilisatrices, il est incontestable que nous sommes redevables de ce fait simplement à notre émancipation du Protectorat Russe, qui nous écrasait, et qui étouffait toute noble aspiration avec son fameux Règlement Organique, que veut introduire aujourd'hui chez lui son nouveau-né, l'Etat Bulgare.

Que la Russie daigne croire que nous écouterons toujours ses conseils, mais nous ne les suivrons jamais; car nous ne voulons chercher notre bonheur que par nos propres moyens.

Quand les Roumains ont compté sur leurs propres forces, ils ont été toujours grands; jamais ils ne sont arrivés au bonheur par l'appui Russe, et surtout cette fois nous voulons garder les saintes traditions de nos ancêtres, traditions communes à tous les peuples, qui veulent travailler pour la prospérité de leur Etat.

Parlant de reconnaissance, nous revenons encore une fois à quelques considérations sur la brochure de l'heptagenaire Mr. N. Cretzulescu, qui impute au pays entier sans exception l'attitude prise dans la résolution de la question de Bessarabie, qui nous

a fait perdre la sympathie du grand monarque russe, tandis que nous devions lui témoigner de la reconnaissance.

Nous ne prendrons pas de tous les points de vue de cette brochure de l'éminent citoyen N. Cretzulescu avec récompense nationale, et bravant l'opinion publique, que ce qu'il nous a paru plus bizarre, par exemple les phrases : *Parce que nous n'avons pas toute la Bessarabie, comme nous l'avions avant 1812, celle-ci ne peut faire une question nationale. Si nous l'avions eu toute entière, et on nous l'avait prise, elle aurait pu alors, à juste raison, troubler les sentiments patriotiques de tous les Roumains.*

N'est-il pas cependant plus patriotique de profiter de toutes les occasions, afin d'en reprendre aussi le reste, ou du moins de travailler pour conserver ce que nous avons ?

Est-il donc content, Mr. Cretzulescu, du seul amour des Cosaques, au lieu de la Bessarabie ? Mais que dira l'Europe, qui nous l'a donnée ?

C'est précisément ce que veut la Russie, de ne pas nous aliéner sa sympathie, pour que nous méritions notre entrée *au milieu du monde chrétien de l'Orient, protégé par le vieux testament de Pierre le Grand, qui à peine transpire encore par l'octogenaire Gortchacoff.*

Le désir donc de Mr. N. Cretzulescu c'est le désir de la presse russe entière, excepté de son pays, qui l'a récompensé, pour la déchirer à des occasions grandes et saintes, comme celles du présent !....

Heureusement Mr. Cretzulescu est le seul dans *ses idées actuelles, il est isolé du pays et même de ceux de son parti* ; bien que Mr. Cretzulescu, qui doit nécessairement faire parti des conservateurs, ne veuille pas conserver ce qu'il reconnaît lui-même que c'était le nôtre avant 1812 ; aussi est-il le seul parmi 5 millions de Roumains, qui, bravant ouvertement et par tradition l'opinion publique, tend plus facilement une main bienveillante aux ennemis du pays, qu'à ses frères, pour qu'ils échappent au danger !....

Avant donc d'arriver à la fin de ce rapport succinct de nos idées touchant le rétrocession de la Bessarabie, nous ne pouvons passer sous silence l'opinion publique, qui se fait jour en Europe sur cette question, et sur la manière dont la politique russe a compris son rôle de libératrice des peuples opprimés. Très-contents nous constatons que cette opinion est éminemment opposée à la Russie. De l'étranger il semble que c'est le seul Berlin, qui, après Mr. Cretzulescu, nous provoque. Une brochure imprimée cette année, le 26 Mars, à Berlin, d'un anonyme, nous fait, entre autres, les observations suivantes :

« Que la Roumanie doit à la Russie son existence comme nation, car c'est la Russie qui a plusieurs fois délivré le pays de graves circonstances, — concluant, que dans tout le cours de cette campagne, l'or des Russes, roulant en abondance en Roumanie, a enrichi son commerce.

Pareillement, que les officiers Roumains et Russes n'ont pas fraternisé à Bucarest avec tant d'ardeur, comme sur le champ de bataille, — sans que les Russes se fussent rendus coupables de quelque plainte sérieuse.

D'abord c'est une calomnie ou un manque de connaissances historiques, de prétendre que les Roumains sont redevables à l'empire russe de leur existence politique, comme Etat indépendant. L'anonyme de Berlin ferait très-bien de se rappeler qu'en 1490 le Sultan Mahomet répondait à ses sujets, quand ils lui conseillaient de ne pas faire la guerre avec les Roumains : « tant que les Roumains sont maîtres de Chilia et d'Akermann, nous ne pouvons vaincre les Chrétiens. » Tant ils étaient puissants, ces Roumains, qu'ils avaient inspiré la terreur dans les rangs des Turcs, alors si épouvantables en Europe, et celui qui est si vaillant, nous ne croyons pas qu'il puisse avoir besoin de la Russie, pour pouvoir vivre. Les Roumains étaient vaillants en 1490, ils sont vaillants aujourd'hui même. L'exemple de Plevna, l'année passée, l'Europe l'a enregistré dans le livre de la postérité.

Plus loin dans la puissance des siècles reculés, en 1360, qui est-ce qui mit obstacle aux invasions des barbares Turcs en

Europe; ce n'est que Ladislas, prince des Roumains, — Les exemples d'une importance pareille sont nombreux; nous les ommettons, parce que nous avons assez parlé de l'histoire. Nous voulons voir maintenant l'or des Russes, qui a roulé dans notre pays. Quelle serait cette richesse apportée par les Russes en Roumanie, car ils ne font que payer leurs petites dépenses journalières! L'anonyme de Berlin pourrait bien se convaincre, qu'ils ne nous ont apporté que la misère et la ruine, que la Roumanie ne pourra bientôt réparer.

Nos lignes de chemin de fer sont détruites, nos stations occupées militairement par les Russes, les voyageurs maltraités dans nos gares. Nos chaussées et toutes nos voies de communication réduites à la ruine. Nos villes détruites par l'occupation de cette armée, à la quelle on a donné l'hospitalité, plus que par les bombes des Turcs. Nos localités abandonnées par les habitants, que les événements forçaient de s'enfuir, ont été ravagées par les Russes, qui les ont occupées, par exemple Giurgevo.

Les vols et les massacres des Pahontes russes sont épouvantables; ceux-ci se forment en bandes et s'opposent avec les armes mêmes, lorsque la police roumaine voudrait y intervenir:

A nos commerçants on prend des marchandises sans aucun compte, les marchands de charpentes d'Oltenitza peuvent l'attester.

Notre paysan est pris par les courtiers, qui ordinairement sont protégés par l'aristocratie russe; on le mène en Bulgarie, on l'y tient en dehors du terme convenu, on s'accorde avec lui pour un prix, et à la fin on lui donne un autre minime, ou bien on ne paye rien.

Les infections et les maladies produites par les Russes ont aussi leur part dans ce ravage. La peste bovine, à peine connue dans les districts de Dorohoiu et d'Ismail, aujourd'hui s'est répandue dans tout le pays, appauvrissant cruellement les étables des villages. Le typhus moissonne impitoyablement les ci-

toyens dans les villes, où sont restés les Russes, et où ils restent.

Nos Eglises ne sont pas plus exemptes de l'occupation. L'Eglise Sarindaru, au boulevard de Bucarest, peut le dire ; car, à peine échappée à la langue grecque sous le ministère de Mr. Tell, aujourd'hui cette église est occupée par le russe.

Bien que les Russes aient la même religion que les Roumains, bien qu'ils soient étrangers dans notre pays, bien qu'à peine en prétention de nous deshérédi-ter de nos droits paternels, ils ont chassé notre langue des Eglises, sachant que la langue c'est le testimoine d'un peuple.

En outre, les Russes doivent à la Roumaine en argent le reste des dépenses des postes et télégraphes, ainsi qu'au chemin de fer de l'État Roumain, excepté les chemin de fer des sociétés privées. Les chiffres que nous mettons plus bas, sont un reste de l'année 1877, car les comptes de l'année courante ne sont pas encore réglés :

1). Elle nous doit deux millions quatre cent vingt six mille, postes et télégraphes.

2). Trois millions sept cent mille, chemins de fer de l'Etat, Iassy-Ungheni-Bucarest-Giurgevo. En tout six millions et cent vingt-six mille francs.

Voilà donc la richesse et le bonheur apporté par les Russes, Voilà le tableau que représente le pays Roumain des suites de ses alliés.

Après une pareille conduite de la part des Russes, il serait indigne de trouver un Roumain, *excepté Mr. N. Cretzulescu*, qui fraternise avec eux.

Considérant ce que nous avons exposé, nous nous demandons encore, quelle devrait être la véritable inspiration de ce désir des Russes de nous enlever la Bessarabie, et nous trouvons l'assertion russe que l'Empereur Alexandre, inspirée d'une piété filiale pour son auguste père, veut rompre le traité de Paris sur le tombeau de son prédécesseur.

Pour que cette vérité soit plus explicite, prenons l'éminent et

très-éloquent journal des Débats du 10 avril l'année c., qui seul a servi et sert la cause de l'Europe avec beaucoup d'activité et de verve.

Le susdit journal se demande :

A quelle date l'empereur Nicolas est-il mort ? Il est mort en 1854, le 2 Mars.

Le traité de Paris a été fait et signé le 30 Mars 1856, un an et vingt-huit jours après la mort de l'empereur Nicolas.

Ainsi l'empereur Alexandre, pour sa personne propre, et non pas pour la mémoire de son père, reprend la Bessarabie. Alors ce n'est point le sentiment de piété filiale, qui réclame cette contrée; c'est un tout autre, provenant d'une autre source que la morale. C'est ce désir que nous voulons nous abstenir de nommer; toutefois nous nous rappelons tous les mots dont la presse Viennoise l'a caractérisé.

Le même journal du 25 avril l'année c., s'occupant de la série des actes de la Russie en Orient, et discutant si elle est compétente de se charger de la responsabilité de la délivrance des peuples opprimés de l'Orient, de même que si elle entend la civilisation, pour la donner aux autres, déclare l'incompétence de la Russie dans cette grande et belle entreprise.

Nous ne voulons pas prendre ça et là des passages de cet éminent article du journal des Débats, ni le résumer, craignant de ne pas altérer quelques-unes de ses beautés. C'est pourquoi nous le mettons ici littéralement. Nous exposons cet article dans son entier, autant parce qu'il plaide pour la cause de l'Europe entière, qui a la partie principale et de droit dans l'affaire de l'Orient, que pour faire justice surtout à notre expensivité Roumaine, en présence de ceux, qui seront disposés à nous taxer de prétentieux ou de violents. Des documents de cet article, apportés par le professeur russe Dragomanoff, de Kiew, justifient tout accent trop fort des Roumains dans la question Bessarabienne.

* Nous attendrons, pour répondre à l'article de la *Post*, dont notre correspondant de Berlin nous a adressé le résumé télé-

graphique, que cet article soit tout entier sous nos yeux. Nous ne sommes pas de ceux qui se contentent de critiquer les solutions de la question d'Orient proposées jusqu'ici. Nous sommes prêts à expliquer comment on devrait, suivant nous, dénouer la crise actuelle, pour garantir à la fois «les intérêts européens et les intérêts de la civilisation. Ces derniers intérêts en particulier nous sont très-chers, et c'est pour cela que nous avons toujours refusé de croire que la Russie fût la nation la mieux préparée pour porter aux populations de la Turquie la liberté, la paix et le progrès. Nous avons exposé, il y a deux jours, à propos du procès de Viera Zassoulitch, l'état moral de la société russe. Cette société a tous les défauts de la demi-culture et de la demi-civilisation. Tout le monde a rencontré sur son chemin des hommes qui avaient reçu une instruction trop rapide, qui s'étaient rempli l'esprit d'idées et de principes mal digérés, et qui, dans leur précipitation d'apprendre, n'avaient jamais eu le temps de réfléchir. Ces hommes-là s'éprennent d'ordinaire des théories les plus avancées, qu'ils acceptent sans contrôle et qu'ils professent avec l'assurance vaniteuse que donne le manque de jugement. La société russe a fait de la même manière son éducation morale et intellectuelle. Elle est passée brusquement de l'ignorance presque complète à une science qu'elle n'a pas eu le loisir de s'assimiler régulièrement. Elle est allée d'un seul bond aux dernières conséquences de tous les systèmes. Méthode dangereuse, dont le plus grand défaut est de développer un immense orgueil chez ceux qui la suivent! Comme elle n'a ni expérience ni sens critique, la Russie s' imagine qu'elle possède la vérité absolue, et qu'elle est arrivée à une conception de la société et de la civilisation bien supérieure à celle des peuples occidentaux. De là à s'adjuger une mission historique providentielle il n'y a qu'un pas. La Russie l'a franchi: elle est partie en guerre pour apporter aux Slaves de Turquie d'abord, au monde ensuite, une liberté qu'elle n'est pas sur le point de conquérir.

Nous ne voudrions pas qu'on nous accusât de calomnier un

grand pays pour lequel, quoi qu'on en dise, nous n'avons que des sentimens amicaux. A ceux qui douteraient de notre témoignage, nous proposerons celui d'un Russe très-éclairé, d'un slavophile très-convaincu, d'un homme qui désire, comme tous ses concitoyens, l'émancipation générale de la race slave. Il a paru à Genève, à la fin de l'année 1876, une brochure extrêmement curieuse, que nous avons voulu bien souvent citer sans trouver jusqu'ici l'occasion de le faire. L'auteur était un ancien professeur à l'Université de Kiew. M. Dragomanoff, destitué de sa charge pour avoir eu l'imprudence de favoriser le mouvement littéraire petit-russien. On sait qu'il existe chez nous une école de poètes et d'érudits qui ont la prétention d'avoir retrouvé la langue et la littérature provençales, et d'en continuer fidèlement les traditions. Il existe en Russie une école du même genre, qui n'a pas de visées dangereuses, mais qui se propose de conserver et de rajennir les souvenirs poétiques et littéraires de la Petite-Russie. M. Dragomanoff en faisait partie. C'est la cause de sa disgrâce. Figurez-vous, si vous le pouvez, un professeur de la Faculté d'Aix ou de la Faculté de Montpellier, banni de sa chaire pour avoir collaboré à la publication de l'*Armana prouvençau*, de la *Revue des langues romanes* ou de *Li Prouvençalo*, et vous comprendrez le crime et le châtiment de M. Dragomanoff. Retiré à l'étranger, l'ancien professeur de Kiew a profité de ses loisirs pour publier une brochure, qui a paru à la fin de la guerre serbe et qui, partant du sage principe de l'Evangile : Médecin, guéris toi toi-même ! avait pour but de démontrer que la libération des Slaves devrait commencer par la libération de la Russie. « Avant de songer «aux autres, disait M. Dragomanoff, délivrons-nous nous-mêmes «des principes, des pratiques et des institutions turques, et du «gouvernement à la turque qui existent chez nous. » Et, pour mettre plus en relief sa pensée, M. Dragomanoff intitulait sa brochure : *les Turcs du dedans et du dehors*. Nous allons en résumer quelques passages, en conservant autant que possible les expressions de l'auteur :

« Ce qui nous révolte en Turquie, disait-il, existe également chez nous ; nous avons l'épuisement du peuple par toutes sortes de taxes injustes, par un système d'impôts suranné et condamné depuis longtemps, qui fait peser toutes les charges de l'Etat sur le paysan, devenu un *raïa* russe ; nous avons l'arbitraire effrayant des agents du pouvoir, l'absence complète de garanties pour la sécurité et la liberté individuelles ; nous avons en outre ce que n'a pas la Turquie : l'intolérance religieuse et nationale. Ces maux sont si anciens chez nous, nous y sommes tellement habitués, que nous les regardons avec une complète insensibilité, et que nous avons cessé de nous en émouvoir, quoique tout cela vaille bien » « les atrocités bulgares » qui nous révoltent. Lorsque se sont produits les troubles de l'Herzégovine, provoqués par des motifs agraires, nous avons eu précisément en diverses contrées « des désordres agraires. » Le district de Tchigirine, par exemple, a été dépeuplé et changé en désert par suite de ces désordres ; la même chose s'est produite dans les gouvernemens de Voroneje, de Tchernigoff, etc. Ces désordres agraires ont même produit depuis, une famine chronique dans plusieurs districts ruraux. Pendant les dernières années, des milliers de personnes ont été enfermées dans des casemates meurtrières ou ont été déportées « par voie administrative » dans les goubernies éloignées ; des condamnations vraiment barbares ont été prononcées dans une série de procès politiques. Une jeune fille de dix-sept ans a été condamnée aux travaux forcés dans les mines à cause d'une petite brochure socialiste, comme il en circule des milliers à l'Occident. Dans le feu même de nos croisades morales contre les Turcs et les Magyars, les avertissemens pleuvaient sur nos journaux ; cinq feuilles étaient suspendues ou supprimées, et cependant, à l'époque de l'insurrection de la Crète, le prince Gortchakoff avait affirmé encore que la presse était libre en Russie. Au moment où nous partions pour délivrer les Slaves, la langue polonaise était exclue des tribunaux de Pologne ; l'impression de livres écrits dans l'idiome petit-russien était défendue ; il était même interdit de citer, dans les notes des ouvrages historiques, les textes des documens écrits dans cet idiome ; les chansons petites-russiennes étaient prohibées dans les concerts. Les dissidens et les sectaires attendant vainement la liberté de conscience, remplissaient les prisons et les monastères. Tout dernièrement, une loi a été édictée pour renforcer le pouvoir des gouverneurs de province, loi inouïe qui leur donne la faculté d'éclaircir et de compléter la législation par des arrêtés particuliers. La commission chargée de réviser le Règlement des universités s'est mise à travailler vaillamment à la destruction de leur indépendance. Enfin, probablement pour répondre aux musulmans des Balkans, il a été interdit aux jeunes filles de religion mahométane d'exercer la profession d'institutrices, mesure qui a sans doute été conseillée par

quelqu'un cherchant à faire la charge d'un gouvernement occupé à réclamer l'égalité des chrétiens et des musulmans de Turquie.»

Un pareil tableau sorti de la plume d'un Russe n'est-il pas instructif? M. Dragomanoff trouve même que les Turcs sont, sous certains rapports, supérieurs à ses concitoyens. En Turquie chacun a la faculté de passer à son gré «d'une secte de «giaours» dans une autre. M. Katkoff lui-même, le fameux rédacteur de la *Gazette de Moscou*, a découvert qu'il y avait beaucoup plus d'écoles primaires dans les provinces turques qu'en Russie. D'autre part, il est incontestable que la presse est bien plus libre à Constantinople qu'à Saint-Petersbourg. Mais nous continuons à traduire M. Dragomanoff en le résumant, sans altérer en rien ni sa pensée ni son style :

«En un mot, un Etat où, sous forme d'autocratie, domine un épouvantable arbitraire administratif; où les privilèges des classes existent encore dans le système d'impôts; où règne la méthode de russification forcée de tout ce qui n'est pas russe; où l'Eglise dominante est soutenue par la politique; où il n'existe aucune trace de liberté individuelle,— un pareil Etat ne peut pas soutenir la cause de la liberté et du *self-government* parmi les Slaves de la Turquie.... L'influence d'un pareil Etat sur les Slaves délivrés du régime turc ne peut être que funeste et ne peut produire chez les Serbes, les Bulgares, etc., qu'une haine qui se portera facilement du gouvernement russe à la «nation russe elle-même.»

A défaut du gouvernement, la société russe, dans son état actuel, est-elle capable d'entreprendre avec fruit l'œuvre de la civilisation des Slaves? Au moment où M. Dragomanoff écrivait, les volontaires, qui représentaient très-exactement cette société, venaient de tenter l'entreprise en Serbie. Voici comment l'écrivain russe appréciait leur œuvre :

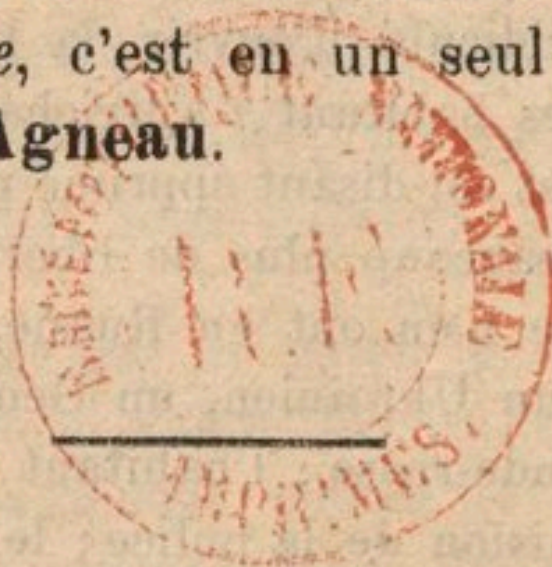
»La société russe, élevée par un pareil gouvernement, ne vaut pas mieux que lui, et on peut en juger par les volontaires qui sont allés soutenir les Serbes dans la guerre contre les Turcs. Ce mouvement de volontaires, grâce à l'enthousiasme facile du public russe, a été salué dans la presse comme une preuve que la société russe était arrivée à la maturité, et qu'elle était capable d'agir par elle-même. Eh bien! voyons un peu quels principes, quelles habitudes, quels procédés a ap-

porté aux Serbes « la mûre société russe ? » On a passé aux volontaires leur ivrognerie à cause de leur incontenable bravoure ; on leur a passé pour le même motif l'irrégularité et le sans-gêne avec lesquels ils traitaient les questions pécuniaires ; mais bientôt d'autres mœurs ont apparues. La plupart de ces volontaires étaient des officiers qui s'étaient formés à un arbitraire et à une violence sans contrôle au Caucase, en Pologne, etc. Aussi pendant les quelques mois de la guerre serbe, il s'est développé le long du Danube bleu, de la Sava et de la Morava un système de gifles et de coups de poing sur la mâchoire (*mordobitié*), dont on n'a jamais eu l'idée chez nous, même dans les goubernies les plus éloignées. Tout le monde, soldats et paysans, étudiants des Universités et professeurs de collège, Serbes et Bulgares, ont été soumis à ce même procédé de civilisation. C'est de cette manière qu'on a tenté d'apprendre aux Serbes et aux Bulgares l'art militaire, et non seulement nos officiers d'infanterie de ligne, mais encore nos journalistes, qui sont allés en Serbie, ne semblaient pas se douter que les Serbes, voire même les Bulgares, avaient conservé sous le joug peu compliqué des Turcs, un sentiment beaucoup plus vif de la liberté et de l'inviolabilité personnelle, que celui que nous éprouvons, nous autres Russes, habitués, depuis tant de siècles à notre despotisme, à notre police, à notre tableau de *tchins* (hiérarchie bureaucratique). Ils n'ont pas compris qu'en Turquie, grâce à l'état primitif de la tyrannie ottomane, il y avait beaucoup plus d'égalité et de liberté que chez nous, et qu'il y en avait surtout en Serbie, où la nouvelle génération a été élevée dans la liberté politique et constitutionnelle. Les Serbes et les Bulgares n'ont pu voir en nos volontaires que des « bachi-bozouks russes », et il leur est permis de dire aujourd'hui qu'ils ont fait connaissance avec une « Russie turque. » Et que penser de ceux de nos compatriotes qui parlent après cela de délivrer encore d'autres Slaves, les Slaves de l'Autriche, de la Hongrie, de la Prusse, de la Roumanie, etc. ? Tant que le régime turc existe chez nous, il est ridicule d'ouvrir la bouche pour demander la délivrance des frères slaves habitant l'Autriche, l'Allemagne et la Roumanie. Le Slovaque, qui est soi-disant opprimé par les Magyars, et même le juif roumain, jouit de beaucoup plus de liberté, non seulement individuelle, mais nationale, que n'en ont en Russie, nous ne disons pas un Polonais, un Lithuanien, un Ukrainien, un Géorgien, mais tout membre de la race dominante grande-russe : l'habitant de Moscou, qui ne peut faire un pas sans la permission de la police ; le représentant de la presse russe patriotique lui-même qui, sur un signe parti de quelque bureau, peut disparaître avec son patriotisme, avec son travail de plusieurs années, avec son journal, et tous ses biens. »

Il résultait donc de l'expédition de Serbie, pour tout observateur impartial, fût-il Russe d'origine, que la Russie n'était pas mûre pour entreprendre l'œuvre de la régénération de l'Orient. L'expédition de Bulgarie a confirmé cette première démonstration. On se rappelle l'échec piteux des projets du prince Tcherkassky, échec tellement humiliant, qu'il a amené la mort du prince. Pour couper court aux difficultés, les Russes ont tout simplement soumis la Bulgarie au régime militaire, avec des procédés décrits par M. Dragomanoff et suivant le système philanthropique et progressiste inauguré en Serbie. Il en résulte, comme nous l'apprennent nos dépêches d'aujourd'hui, une sanglante insurrection. L'épreuve est donc complète. et nous avons le droit de dire que le traité de San-Stefano n'est pas une solution vraiment européenne, libérale et civilisatrice de la question d'Orient. Les Russes peuvent conquérir la Turquie, ils ne peuvent pas la régénérer. Une semblable mission ne saurait être remplie par un peuple qui a besoin de se délivrer et de se réformer lui-même avant de délivrer et de réformer les autres. Mais si la solution purement russe est mauvaise, y en a-t-il une de bonne à proposer à la place ? Nous le croyons fermement pour notre compte, et nous essaierons de le prouver en répondant à la *Post.*"

CONCLUSION.

La conclusion de nos vues dans l'affaire touchant la *rétrocession de la Bessarabie*, c'est en un seul mot : la morale de la fable **Le loup et l'Agneau.**



Din Conferințele Atheneului pe
1883—85, au apărut:

- Confer. I. Discursul de deschidere de **C. Esarcu**.
 Invățăminte din Istoria Patriei de **N. Ionescu**.
 II. Relațiunile Franciei cu Romania sub
 Ludovic XIV, XV și XVI de **V. A. Urechia**.
 III. Invățăminte din Istoria Patriei, conti-
 nuare de **N. Ionescu**.
 IV. Apocrifele în Literatura Română de Dr.
 M. Gaster.
 V. Partidele într'unu Statu constituțional
 de **C. Dissescu**.
 VI. Petrea Cretulu Șolcanu, Iăutarulu Bră-
 ilei de **G. Dem. Teodorescu**.
 VII. Patriotism și Cosmopolitism de **George**
 D. Pallade.
 VIII. Despre noua Generația de **G. Marianu**.
 IX. Statul antic și Statul modern de **C. C. Arion**.
 IX-bis. Divorturile noastre de **Dumitru Ionescu**.
 X. Progresele igienei de **Dr. I. Felix**.
 XI. Elementul pitoresc în cronicile române
 de **Ionescu-Gion**.